

**Espagne - Lutte contre l'ETA -
Communiqué du ministère de
l'intérieur**

(Paris, 18 mars 2017)

Certaines déclarations font état de la volonté de l'ETA de remettre les armes qu'elle détient et dissimule sur le territoire national.

Ces armes sont détenues par une organisation terroriste dont de nombreux membres sont poursuivis ou recherchés par la justice dans le cadre de procédures criminelles, en France comme en Espagne. Ces armes et explosifs constituent des éléments de preuve dans le cadre des enquêtes en cours.

Seule l'autorité judiciaire est habilitée à s'en saisir.

L'unique solution pour un désarmement dans le respect de la loi est de signaler la localisation de ces armes aux autorités. Les modalités de leur remise ne peuvent faire l'objet d'aucune négociation.

De plus, toute manipulation de ces pièces à conviction est de nature à entraver l'action de la justice et la manifestation de la vérité.

Si, par ailleurs, l'ETA entend procéder à sa dissolution et se soumettre à la loi, il lui appartient de remettre toutes ses armes de part et d'autre de la frontière./.

(Source : site Internet du ministère de l'intérieur)